

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Louis

Code géographique : 54120

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Pascale Dalcourt , atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Louis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-05-02

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Saint-Louis,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Saint-Louis et des partenariats auxquelles elle participe, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La municipalité n'a pas comptabilisé, à l'état consolidé de la situation financière, des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Cette situation est conforme aux exigences de l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux (RLRQ, chapitre S-37.01) qui énonce que seule la partie de la subvention qui est exigible dans l'exercice de la municipalité et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement doit être comptabilisée. Elle constitue cependant une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité. Étant donné la comptabilisation actuelle de ces paiements de transfert comme le prescrit la Loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers consolidés de la municipalité respectent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Surévaluation/(Sous-évaluation)

État consolidé de la situation financière	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Débiteurs - gouvernement du Québec	(773 892)	(890 446)
Dette nette	773 892	890 446
Excédent accumulé	(773 892)	(890 446)
État consolidé des résultats		
Revenus - transferts	116 554	113 009
Excédent de l'exercice	116 554	113 009
Excédent accumulé au début de l'exercice	(890 446)	(1 003 455)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(773 892)	(890 446)

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe de fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Louis et des partenariats auxquels elle participe au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Louis inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,19-1,19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
Saint-Hyacinthe

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A122543

DATE 2016-05-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 093 253	1 238 840	1 098 481			1 098 481
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 257	4 000	9 101			9 101
Quotes-parts	3					244 249	30 665
Transferts	4	223 865	220 650	220 650			220 650
Services rendus	5	160 180	5 200	70 938		28 394	99 332
Imposition de droits	6	13 939	30 100	10 070			10 070
Amendes et pénalités	7	4 965	2 500	3 280			3 280
Intérêts	8	9 711	4 500	16 808		625	17 433
Autres revenus	9	27 687		21 674		600	22 274
	10	1 537 857	1 505 790	1 451 002		273 868	1 511 286
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	30 476		13 427			13 427
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	30 476		13 427			13 427
	18	1 568 333	1 505 790	1 464 429		273 868	1 524 713
Charges							
Administration générale	19	245 159	255 589	243 152	3 708	30 052	276 912
Sécurité publique	20	181 961	164 799	169 327	190	58 849	156 076
Transport	21	233 832	236 246	238 752	165 129		403 881
Hygiène du milieu	22	378 715	408 821	287 502	182 132	212 159	540 499
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	24 948	26 716	22 080	227		22 307
Loisirs et culture	25	48 536	50 293	45 624	12 325		57 949
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	97 739	79 761	88 756		243	88 999
Amortissement des immobilisations	28	360 500	388 900	363 711	(363 711)		
	29	1 571 390	1 611 125	1 458 904		301 303	1 546 623
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(3 057)	(105 335)	5 525		(27 435)	(21 910)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 057)	(105 335)	5 525	(27 435)	(21 910)
Moins: revenus d'investissement	2	(30 476)	()	(13 427)	()	(13 427)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(33 533)	(105 335)	(7 902)	(27 435)	(35 337)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	360 500	388 900	363 711	46 264	409 975
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	360 500	388 900	363 711	46 264	409 975
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(280 700)	(388 900)	(361 400)	(1 043)	(362 443)
	18	(280 700)	(388 900)	(361 400)	(1 043)	(362 443)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(81 291)	()	(45 509)	(7 581)	(53 090)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	27 372			6 339	6 339
Excédent de fonctionnement affecté	21	10 099	105 335	10 099	589	10 688
Réserves financières et fonds réservés	22			103 600		103 600
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(1 775)		(1 807)		(1 807)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(45 595)	105 335	66 383	(653)	65 730
	26	34 205	105 335	68 694	44 568	113 262
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	672		60 792	17 133	77 925

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		Total consolidé ¹		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés				
Revenus d'investissement	1	30 476		13 427		13 427		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Acquisition								
Administration générale	2 (	2 498 )	(	210 )	(	339 ) (	549)	
Sécurité publique	3 (	1 901 )	(	)	(	7 242 )	(	7 242)
Transport	4 (	62 650 )	(	45 711 )	(	)	(	45 711)
Hygiène du milieu	5 (	6 190 )	(	3 915 )	(	4 074 )	(	7 989)
Santé et bien-être	6 ()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	4 562 )	(	1 764 )	(	)	(	1 764)
Loisirs et culture	8 (	33 966 )	(	7 336 )	(	)	(	7 336)
Réseau d'électricité	9 ()	()	()	()
	10 (	111 767 )	(	58 936 )	(	11 655 )	(	70 591)
Propriétés destinées à la revente								
Acquisition	11 ()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Émission ou acquisition	12 ()	()	()	()
Financement								
Financement à long terme des activités d'investissement	13							
Affectations								
Activités de fonctionnement	14	81 291		45 509		7 581	53 090	
Excédent accumulé								
Excédent de fonctionnement non affecté	15							
Excédent de fonctionnement affecté	16					4 074	4 074	
Réserves financières et fonds réservés	17							
	18	81 291		45 509		11 655	57 164	
	19	(30 476)		(13 427)			(13 427)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20							

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 057)	(105 335)	5 525	(27 435)	(21 910)
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(111 767)	()	(58 936)	(11 655)	(70 591)
Produit de cession	3					
Amortissement	4	360 500	388 900	363 711	46 264	409 975
(Gain) perte sur cession	5					
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	248 733	388 900	304 775	34 609	339 384
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9				396	396
Variation des autres actifs non financiers	10	(23 061)		10 491	(644)	9 847
	11	(23 061)		10 491	(248)	10 243
	12	222 615	283 565	320 791	6 926	327 717
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	222 615	283 565	320 791	6 926	327 717
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(2 565 965)		(2 343 350)	84 279	(2 259 071)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(2 565 965)		(2 343 350)	84 279	(2 259 071)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(2 343 350)		(2 022 559)	91 205	(1 931 354)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	319 636	379 397	49 149	428 546
Placements temporaires	2			45 448	45 448
Débiteurs (note 5)	3	286 053	204 589	14 520	219 079
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	605 689	583 986	109 117	693 073
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	67 535	64 269	16 698	80 937
Revenus reportés (note 12)	13	61 808	72 637		72 637
Dette à long terme (note 13)	14	2 819 696	2 469 639	1 214	2 470 853
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	2 949 039	2 606 545	17 912	2 624 427
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(2 343 350)	(2 022 559)	91 205	(1 931 354)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	8 887 056	8 582 281	503 428	9 085 709
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20			6 257	6 257
Autres actifs non financiers (note 17)	21	29 749	19 258	5 573	24 831
	22	8 916 805	8 601 539	515 258	9 116 797
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	300 836	338 028	85 553	423 581
Excédent de fonctionnement affecté	24	20 194	33 695	18 525	52 220
Réserves financières et fonds réservés	25	223 575	119 975		119 975
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(193 606)	(148 699)		(148 699)
Financement des investissements en cours	27				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	6 222 456	6 235 981	502 385	6 738 366
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	6 573 455	6 578 980	606 463	7 185 443

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 057)	5 525	(27 435)	(21 910)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	360 500	363 711	46 264	409 975
Autres	3	-			
	4	-			
	5	357 443	369 236	18 829	388 065
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(66 903)	81 494	7 712	89 206
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(35 086)	(3 296)	(2 686)	(5 982)
Revenus reportés	9	8 035	10 829		10 829
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12			396	396
Autres actifs non financiers	13	(23 061)	10 491	(644)	9 847
	14	240 428	468 754	23 607	492 361
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(111 767)	(58 936)	(11 655)	(70 591)
Produit de cession	16				
	17	(111 767)	(58 936)	(11 655)	(70 591)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	()	()	()	()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20	()	()	()	()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22			(353)	(353)
	23			(353)	(353)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24				
Remboursement de la dette à long terme	25	(280 700)	(361 400)	(1 214)	(362 614)
Variation nette des emprunts temporaires	26				
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	11 342	11 343		11 343
Autres	28				
	29				
	30	(269 358)	(350 057)	(1 214)	(351 271)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(140 697)	59 761	10 385	70 146
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	460 333	319 636	38 764	358 400
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	319 636	379 397	49 149	428 546

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	159 562	163 670	175 380	48 982	224 362
Charges sociales	2	27 139	40 512	25 676	6 333	32 009
Biens et services	3	626 191	376 444	519 995	199 472	505 883
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	97 739	79 261	88 756	80	88 836
D'autres organismes municipaux	5				13	13
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8		500		150	150
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	300 259	561 838	285 386		285 386
Autres	10					
Autres organismes	11				9	9
Amortissement des immobilisations	12	360 500	388 900	363 711	46 264	409 975
Autres						
-	13					
-	14					
-	15					
	16	1 571 390	1 611 125	1 458 904	301 303	1 546 623

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	1 238 840	1 098 481	1 093 253
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 000	9 101	4 257
Quotes-parts	3		30 665	27 372
Transferts	4	220 650	234 077	254 341
Services rendus	5	5 200	99 332	187 274
Imposition de droits	6	30 100	10 070	13 939
Amendes et pénalités	7	2 500	3 280	4 965
Intérêts	8	4 500	17 433	10 633
Autres revenus	9		22 274	28 866
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 505 790	1 524 713	1 624 900
Charges				
Administration générale	12	303 689	276 912	280 802
Sécurité publique	13	164 799	156 076	142 765
Transport	14	289 446	403 881	397 429
Hygiène du milieu	15	696 421	540 499	629 593
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	26 716	22 307	25 039
Loisirs et culture	18	50 293	57 949	59 597
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	79 761	88 999	98 138
	21	1 611 125	1 546 623	1 633 363
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(105 335)	(21 910)	(8 463)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		7 207 353	7 269 589
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			(53 773)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		7 207 353	7 215 816
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		7 185 443	7 207 353

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(105 335)	(21 910)	(8 463)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	70 591 ) (	218 071)
Produit de cession	3			630
Amortissement	4		409 975	406 299
(Gain) perte sur cession	5			(407)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		339 384	188 451
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		396	1 221
Variation des autres actifs non financiers	10		9 847	(27 856)
	11		10 243	(26 635)
	12	(105 335)	327 717	153 353
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(105 335)	327 717	153 353
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(2 259 071)	(2 412 424)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(2 259 071)	(2 412 424)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(1 931 354)	(2 259 071)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 428 546	358 400
Placements temporaires	2 45 448	45 095
Débiteurs (note 5)	3 219 079	307 203
Prêts (note 6)	4	
Placements de portefeuille (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 693 073	710 698
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 80 937	85 836
Revenus reportés (note 12)	13 72 637	61 808
Dette à long terme (note 13)	14 2 470 853	2 822 125
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 2 624 427	2 969 769
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (1 931 354)	(2 259 071)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 9 085 709	9 425 093
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20 6 257	6 653
Autres actifs non financiers (note 17)	21 24 831	34 678
	22 9 116 797	9 466 424
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 7 185 443	7 207 353

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(21 910)	(8 463)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	409 975	406 299
Autres			
-	3		(407)
-	4		
	5	388 065	397 429
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	89 206	(53 750)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(5 982)	(32 399)
Revenus reportés	9	10 829	8 035
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	396	1 221
Autres actifs non financiers	13	9 847	(27 856)
	14	492 361	292 680
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(70 591)	(214 350)
Produit de cession	16		630
	17	(70 591)	(213 720)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22	(353)	(45 095)
	23	(353)	(45 095)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	(362 614)	(281 914)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	11 343	11 342
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(351 271)	(270 572)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	70 146	(236 707)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	358 400	595 107
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	428 546	358 400

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité de Saint-Louis, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. La municipalité participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Consolidation

ligne par ligne

Régie d'aqueduc Richelieu Centre	13,20 %
Régie Intermunicipale De Protection Incendie Louis-Aimé-Massue	38,00 %
Régie Intermunicipale D'Acton et des Maskoutains	0,83 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité de Saint-Louis doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité de Saint-Louis pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Placements

Les placements temporaires sont constitués de dépôts à terme et autres titres, de placements à long terme à titre d'investissement et de placements à long terme à des fins de trésorerie.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures: 15,20 et 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Véhicules: 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Machinerie, outillage et équipement divers: 10 et 20 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de Saint-Louis de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la municipalité de Saint-Louis a choisi de reporter l'imposition de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité de Saint-Louis a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme:

- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : exercice subséquent;
- Financement à long terme des activités de fonctionnement:
 - au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables**Passif au titre des sites contaminés**

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260, « Passif au titre des sites contaminés ».

L'adoption de cette nouvelle norme, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2014, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la municipalité au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	169 045	269 741
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	19 582	11 217
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	6 278	5 588
Organismes municipaux	8	22 234	18 584
Autres			
-	9		
- Divers	10	1 940	2 073
	11	219 079	307 203
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13	172	344
Autres tiers	14		
	15	172	344
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 111	91
Autres régimes (REER et autres)	31 817	782
Régimes de retraite des élus municipaux	32 7	10
	33 935	883

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

- 10. Emprunts temporaires**
- La municipalité de Saint-Louis bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 100 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2,7 %; 3% en 2014) et renouvelable annuellement.
- La Régie Intermunicipale de Protection Incendie Louis-Aimé-Massue bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 50 000 \$ portant intérêt au taux annuel de 6.95 % (7.25 % en 2014).

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	25 279	34 330
Salaires et avantages sociaux	38	15 617	13 170
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Organismes municipaux	43	36 376	33 181
- intérêts courus	44	3 060	4 907
- Autres	45	605	248
-	46		
-	47		
	48	80 937	85 836

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50		
Autres			
- Redevances Carrières/sablières	51	72 637	61 808
-	52		
	53	72 637	61 808

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,30	3,85	2016	2018	54	2 484 215	2 846 830
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	2 484 215	2 846 830
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(13 362)	(24 705)
					64	2 470 853	2 822 125

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>				<u>Total 2015</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2016	65	73	2 359 115	81	90	98	2 359 115
2017	66	74	78 200	82	91	99	78 200
2018	67	75	46 900	83	92	100	46 900
2019	68	76		84	93	101	
2020	69	77		85	94	102	
2021 et +	70	78		86	95	103	
	71	79	2 484 215	87	96	104	2 484 215
Intérêts et frais accessoires				88		105	
	72	80	2 484 215	89	97	106	2 484 215

Note

		2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(1 248 667)	(1 451 457)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	(773 892)	(891 893)
Autres	109	91 205	84 279
	110	(1 931 354)	(2 259 071)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	1 891 994	139		166		193	1 891 994
Eaux usées	112	6 531 319	140	3 915	167		194	6 535 234
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	3 834 390	141	43 139	168		195	3 877 529
Autres	114	128 500	142	8 174	169		196	136 674
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	342 916	144	1 605	171		198	344 521
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	149 390	146		173		200	149 390
Ameublement et équipement de bureau	119	55 640	147	5 549	174		201	61 189
Machinerie, outillage et équipement divers	120	222 695	148	8 209	175		202	230 904
Terrains	121	76 692	149		176		203	76 692
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>13 233 536</u>	151	<u>70 591</u>	178		205	<u>13 304 127</u>
Immobilisations en cours	124		152		179		206	
	125	<u>13 233 536</u>	153	<u>70 591</u>	180		207	<u>13 304 127</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	579 745	154	16 883	181		208	596 628
Eaux usées	127	489 272	155	163 283	182		209	652 555
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	1 564 671	156	157 237	183		210	1 721 908
Autres	129	891 110	157	36 885	184		211	927 995
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	107 521	159	8 613	186		213	116 134
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	38 316	161	7 814	188		215	46 130
Ameublement et équipement de bureau	134	30 252	162	4 036	189		216	34 288
Machinerie, outillage et équipement divers	135	107 556	163	15 224	190		217	122 780
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>3 808 443</u>	165	<u>409 975</u>	192		219	<u>4 218 418</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>9 425 093</u>					220	<u>9 085 709</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	24 831	34 678
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	24 831	34 678

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée d'après un contrat de location d'un tracteur échéant en décembre 2016 à verser la somme total de 25 442 \$. Les paiements minimums exigibles pour le prochain exercice s'élève à 25 442 \$ pour 2016.

La Régie Intermunicipale d'Acton et des Maskoutains s'est engagée d'après des contrats régionalisés de collecte, de transport et d'élimination des déchets domestiques, échéant de 2016 à 2020, à verser une somme de 248 227 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 52 668 \$ en 2016, à 52 668 \$ en 2017, à 51 797 \$ en 2018, à 45 547 \$ en 2019 et à 45 547 \$ en 2020.

La Régie Intermunicipale de Protection d'Incendie Louis-Aimé-Massue s'est engagée, d'après un contrat de téléphonie échéant en 2018, à verser une somme totale de 4 343 \$. Les paiements minimums exigibles pour les quatre prochains exercices s'élèvent à 1 468 \$ pour 2016, 2017 et 1 407 \$ en 2018.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La municipalité est solidairement et conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité Régional de Comté des Maskoutains. Au 31 décembre 2015, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 6 509 \$.

b) Auto-assurance

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par la Régie d'aqueduc Richelieu-Centre, la Régie Intermunicipale d'Action et des Maskoutains et de la Régie Intermunicipale de Protection d'Incendie Louis-Aimé-Massue, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S/O

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015		2014
Encaisse	241	428 546		358 400
Découvert bancaire	242	()	()	()
Placements temporaires	243	45 448		45 095
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
-	248	(45 448)	(45 095)	()
-	249	()	()	()
-	250	()	()	()
-	251	()	()	()
-	252	()	()	()
-	253	()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254	428 546		358 400

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	266	
Placements de portefeuille	267	
Débiteurs	268	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269	
Provision pour moins-value	270	() ()
	271	
	272	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	273	
Revenus reportés	274	
Dette à long terme	275	
	276	
Solde du Fonds local d'investissement	277	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278	
Supportant les engagements de prêts	279	
Supportant les garanties de prêts	280	
	281	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice 292

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26 CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 423 581	386 888
Excédent de fonctionnement affecté	2 52 220	32 089
Réserves financières et fonds réservés	3 119 975	223 575
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (148 699 ) (	193 606)
Financement des investissements en cours	5	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 6 738 366	6 758 407
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 7 185 443	7 207 353
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 338 028	386 888
Organismes contrôlés	10 85 553	
	11 423 581	386 888
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
-	12	
- Frais d'escompte	13 10 095	20 194
- Achat terrain	14 23 600	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 33 695	20 194
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Remplacement camion	22 8 887	
- Autre	23 2 696	4 620
- Matière résiduelles et Ecocent	24 6 942	7 275
	25 18 525	11 895
	26 52 220	32 089
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33	
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 119 975	223 575
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
-	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 119 975	223 575
	46 119 975	223 575

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (11 999) ()	(13 806)
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 (11 999) ()	(13 806)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (136 700) ()	(179 800)
	64 (148 699) ()	(193 606)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 () ()	()
	67	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 9 085 709	9 425 093
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 9 085 709	9 425 093
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 2 470 853	2 822 125
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 13 362	24 705
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (172) ()	(344)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (136 700) ()	(179 800)
	79 2 347 343	2 666 686
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 2 347 343	2 666 686
	82 6 738 366	6 758 407

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>111</u>	<u>91</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>817</u>	<u>782</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>7</u>	<u>10</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>2</u>	<u>3</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	7	10
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u>7</u>	<u>10</u>
100	<u>7</u>	<u>10</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dettes à long terme	1	2 483 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	119 975
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	773 892
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	1 589 133
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	344 051
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	1 933 184
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	6 509
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	1 939 693
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 939 693
<hr/>		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	688 763	698 341	698 341	690 319
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	47 686			31 420
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	736 449	698 341	698 341	721 739
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	147 945	148 282	148 282	118 921
Égout	11	112 502	112 938	112 938	119 499
Traitement des eaux usées	12	18 884	18 883	18 883	14 444
Matières résiduelles	13	64 621	68 704	68 704	63 585
Autres					
-Taxe spécial site 5	14	158 439	48 273	48 273	
-	15				49 243
-	16				2 427
Centres d'urgence 9-1-1	17		3 060	3 060	3 395
Service de la dette	18				
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	502 391	400 140	400 140	371 514
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	502 391	400 140	400 140	371 514
	26	1 238 840	1 098 481	1 098 481	1 093 253

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	833	833	
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	833	833	
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	4 000	8 070	4 257
	35	4 000	8 070	4 257
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	198	198	
Taxes d'affaires	38			
	39	198	198	
	40	4 000	9 101	4 257
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	4 000	9 101	4 257

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	78 254	78 254	78 254
Enlèvement de la neige	58			83 254
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	142 396	142 396	142 396
Matières résiduelles				140 611
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	220 650	220 650	220 650
				223 865

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	13 427	13 427	
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			3 476
Autres	127			27 000
Réseau d'électricité	128			
	129	13 427	13 427	30 476

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	220 650	234 077	234 077
				254 341

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	1 500		6
	143	1 500		6
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	1 200	1 200	881
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	1 200	1 200	881
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		6 213	20 096
Réseau de distribution de l'eau potable	156		14 497	
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	2 500		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			834
Cours d'eau	164		69 588	158 459
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	2 500	69 588	179 389
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	5 200	70 788	91 498
				180 276

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	150	150	2 873
Sécurité publique	183		4 943	
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		2 741	4 125
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193			
Réseau d'électricité	194			
	195	150	7 834	6 998
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	5 200	70 938	99 332
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	1 100	1 540	1 600
Droits de mutation immobilière	198	12 000	8 530	12 339
Droits sur les carrières et sablières	199	12 000		
Autres	200	5 000		
	201	30 100	10 070	13 939
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	2 500	3 280	4 965
INTÉRÊTS	203	4 500	16 808	10 633
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			407
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		11 087	20 823
Autres contributions	210			358
Autres	211		10 587	7 278
	212		21 674	28 866

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015		Réalizations 2015	Réalizations 2014	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	69 433	69 952		69 952	74 146	73 351
Application de la loi	2	1 600	1 991		1 991	1 991	1 821
Gestion financière et administrative	3	121 924	109 397	3 708	113 105	134 549	147 550
Greffe	4	7 300	4 000		4 000	4 000	
Évaluation	5	12 000	13 598		13 598	13 598	11 456
Gestion du personnel	6						
Autres	7	43 332	44 214		44 214	48 628	46 624
	8	255 589	243 152	3 708	246 860	276 912	280 802
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	88 884	92 248		92 248	92 248	86 891
Sécurité incendie	10	74 490	75 520		75 520	62 079	48 834
Sécurité civile	11	1 425	285		285	285	372
Autres	12		1 274	190	1 464	1 464	6 668
	13	164 799	169 327	190	169 517	156 076	142 765
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	148 703	153 240	165 129	318 369	318 369	284 074
Enlèvement de la neige	15	77 650	74 866		74 866	74 866	101 897
Éclairage des rues	16	5 000	6 126		6 126	6 126	5 822
Circulation et stationnement	17	1 500	1 127		1 127	1 127	2 248
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 393	3 393		3 393	3 393	3 388
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	236 246	238 752	165 129	403 881	403 881	397 429

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	151 959	136 089	136 089	81 440	92 124
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 425			68 843	66 822
Traitement des eaux usées	25	26 977	7 957	180 117	188 074	187 774
Réseaux d'égout	26		13 010	2 015	15 025	10 814
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	22 723	42 057	42 057	54 517	55 193
Élimination	28				15 527	15 302
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	8 315	2 356	2 356	10 971	3 612
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	11 851			6 054	22 075
Traitement	32				3 162	3 248
Matériaux secs	33				3 096	2 910
Autres	34				960	938
Plan de gestion	35					
Autres	36	18 360	16 874	16 874	23 671	
Cours d'eau	37	158 439	69 159	69 159	69 159	161 941
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	6 772				6 840
	40	408 821	287 502	182 132	469 634	540 499
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	22 500	16 450	16 450	16 450	13 116
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	4 216	4 216	4 216	4 216	5 055
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51		1 414	227	1 641	6 868
	52	26 716	22 080	227	22 307	25 039

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	34 743	8 086	9 662	17 748	17 748	16 095
Patinoires intérieures et extérieures	54						
Piscines, plages et ports de plaisance	55						
Parcs et terrains de jeux	56						36 013
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	10 550	32 538		32 538	32 538	
	60	45 293	40 624	9 662	50 286	50 286	52 108
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	5 000	2 000	348	2 348	2 348	2 174
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65		3 000	2 315	5 315	5 315	5 315
	66	5 000	5 000	2 663	7 663	7 663	7 489
	67	50 293	45 624	12 325	57 949	57 949	59 597
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	79 261	77 414		77 414	77 507	86 537
Autres frais	70		11 342		11 342	11 342	11 342
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	500				150	259
	73	79 761	88 756		88 756	88 999	98 138
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74		388 900	363 711	(363 711)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de Saint-Louis,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 la municipalité de Saint-Louis (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Saint-Hyacinthe

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A122543

DATE 2016-05-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	1 098 481
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	_____
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	_____
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	_____
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	_____
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____
Revenus de taxes	11	1 098 481

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	1 098 481
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>1 098 481</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7			
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	3 060		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>3 060</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>1 095 421</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>103 863 700</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>104 466 900</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>104 165 300</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>1 095 421</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>104 165 300</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	| 1 | , | 0 | 5 | 1 | 6 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 915	3 915	
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	21 827	21 827	9 217
Ponts, tunnels et viaducs	7	21 312	21 312	
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 764	1 764	30 490
Autres infrastructures	11	7 336	11 410	1 535
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		1 605	
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			101 429
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18	210	549	6 690
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 572	8 209	68 710
Terrains	20			
Autres	21			
	22	58 936	70 591	218 071

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	3 915	3 915	
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			9 217
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32	52 239	56 313	32 025
Autres immobilisations	33	2 782	10 363	176 829
	34	58 936	70 591	218 071

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	2 846 830		362 615	2 484 215
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	2 846 830		362 615	2 484 215
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	223 575		103 600	119 975
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	691 189		45 377	645 812
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	1 041 276		96 912	944 364
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	1 956 040		245 889	1 710 151
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17	344		172	172
Autres tiers	18				
	19	344		172	172
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	344		172	172
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	890 446		116 554	773 892
Autres	23				
	24				
	25	890 790		116 726	774 064
	26	2 846 830		362 615	2 484 215
Dettes en cours de refinancement					
Reclassement / Redressement	27	()		()	
	28				
	29	2 846 830		362 615	2 484 215

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	10 993	10 993	525
Autres	3	26 654	26 654	26 132
Sécurité publique				
Police	4	88 884		
Sécurité incendie	5	74 490	74 810	92 645
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9		3 393	3 388
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	151 959	135 732	140 770
Matières résiduelles	12	67 121	5 562	5 290
Cours d'eau	13	158 439		
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20		4 216	5 055
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	20 945	24 026	26 454
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	561 838	285 386	300 259

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	35,00	***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	1,00	28,00	***	***	***
Cols bleus	4	4,00	35,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6			***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	6,00		***	***	***
Élus	9	7,00		35 856	2 290	38 146
	10	13,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	142 396				142 396
Autres	16	78 254	13 427			91 681
	17	220 650	13 427			234 077

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	1 991	27		53	1 991	79		105	1 991	131
Évaluation	2	13 598	28		54	13 598	80		106	13 598	132
Autres	3	227 563	29	3 708	55	231 271	81	150	107	231 121	133
	4	243 152	30	3 708	56	246 860	82	150	108	246 710	134
Sécurité publique											
Police	5	92 248	31		57	92 248	83	1 200	109	91 048	135
Sécurité incendie	6	75 520	32		58	75 520	84		110	75 520	136
Sécurité civile	7	285	33		59	285	85		111	285	137
Autres	8	1 274	34	190	60	1 464	86		112	1 464	138
	9	169 327	35	190	61	169 517	87	1 200	113	168 317	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	153 240	36	165 129	62	318 369	88		114	318 369	140
Enlèvement de la neige	11	74 866	37		63	74 866	89		115	74 866	141
Autres	12	7 253	38		64	7 253	90		116	7 253	142
Transport collectif	13	3 393	39		65	3 393	91		117	3 393	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	238 752	41	165 129	67	403 881	93		119	403 881	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	136 089	42		68	136 089	94		120	136 089	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18	7 957	44	180 117	70	188 074	96		122	188 074	148
Réseaux d'égout	19	13 010	45	2 015	71	15 025	97		123	15 025	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	42 057	46		72	42 057	98		124	42 057	150
Matières recyclables	21	2 356	47		73	2 356	99		125	2 356	151
Autres	22	16 874	48		74	16 874	100		126	16 874	152
Cours d'eau	23	69 159	49		75	69 159	101	69 588	127	(429)	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	287 502	52	182 132	78	469 634	104	69 588	130	400 046	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157		172		187		202		217			232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159		174		189		204		219			234
	160		175		190		205		220			235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	16 450	176		191	16 450	206		221		16 450	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222			237
Promotion et développement économique	163	4 216	178		193	4 216	208		223		4 216	238
Autres	164	1 414	179	227	194	1 641	209		224		1 641	239
	165	22 080	180	227	195	22 307	210		225		22 307	240
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	40 624	181	9 662	196	50 286	211		226		50 286	241
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	2 000	182	348	197	2 348	212		227		2 348	242
Autres	168	3 000	183	2 315	198	5 315	213		228		5 315	243
	169	45 624	184	12 325	199	57 949	214		229		57 949	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245
	171	1 006 437	186	363 711	201	1 370 148	216	70 938	231	1 299 210	246	88 756

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	58 936	111 767
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	58 936	111 767

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	300 836	327 536
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	300 836	327 536
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	60 792	672
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(27 372)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(23 600)	
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	37 192	(26 700)
Solde à la fin de l'exercice	12	338 028	300 836
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	20 194	30 293
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	20 194	30 293
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(10 099)	(10 099)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	23 600	
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	13 501	(10 099)
Solde à la fin de l'exercice	22	33 695	20 194
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	223 575	277 348
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(53 773)
Solde redressé au début de l'exercice	25	223 575	223 575
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(103 600)	
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(103 600)	
Solde à la fin de l'exercice	31	119 975	223 575

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (193 606)	(237 181)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (193 606)	(237 181)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49 1 807	1 775
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50 43 100	41 800
	51 44 907	43 575
Solde à la fin de l'exercice	52 (148 699)	(193 606)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60	
Solde à la fin de l'exercice	61	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 6 222 456	6 232 289
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 6 222 456	6 232 289
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65 66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 13 525	(9 833)
Solde à la fin de l'exercice	68 6 235 981	6 222 456

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	_____
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	_____
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	_____
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	_____
	5	_____
Diminution		
	6	_____
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	_____

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 () 6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	223 575 9	10	(103 600) 11	12 () 13	14	119 975
	15	223 575 16	17	(103 600) 18	19 () 20	21	119 975

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 6 | 8 | 5 | 7 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[1][2][5] , [0][0]	\$
Égout	2	[][][] , [][]	\$
Eau et égout	3	[][][] , [][]	\$
Traitement des eaux usées	4	[][][] , [][]	\$
Matières résiduelles	5	[][9][5] , [0][0]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][] , [][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Matière résiduelle-chalet	106,0000	7	Chalet
Matières recyclables	36,8400	7	Par unité de logement
Service vidange fosses septiques-chalet	50,0000	7	Chalet
Service vidange fosses septiques	100,0000	7	Par résidence permanent
Consommation eau	,6800	7	mètre cube excédentaire
Entretien égout	131,8200	7	Par unité
Taxe spéciale pour le site 5	,0464	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	450 974 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 765B Saint-Joseph
(no) (rue)
Saint-Louis J0G 1K0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 788-2631
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 788-2231
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dgstlouis@mrcmaskoutains.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Pascale Dalcourt

Téléphone (450) 788-2631
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 788-2231
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dgstlouis@mrcmakoutains.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornotn SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 1355, boul Johnson Ouest
(no) (rue)
Saint-Hyacinthe J2S 8W7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 348-6886
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 773-6363
(ind. rég.) (numéro)

Courriel malo.mylene@rcgt.com

Responsable du dossier Mylène Malo, CPA auditrice CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Pascale Dalcourt , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Louis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Louis .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Louis consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Louis détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (21 910) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,0516 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-29 14:31:31

Date de transmission au Ministère : 2016/05/03

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Louis

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	1 537 857	1 505 790	1 451 002	273 868	1 511 286
Investissement	2	30 476		13 427		13 427
	3	1 568 333	1 505 790	1 464 429	273 868	1 524 713
Charges	4	1 571 390	1 611 125	1 458 904	301 303	1 546 623
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(3 057)	(105 335)	5 525	(27 435)	(21 910)
Moins : revenus d'investissement	6	(30 476)	()	(13 427)	()	(13 427)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(33 533)	(105 335)	(7 902)	(27 435)	(35 337)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	360 500	388 900	363 711	46 264	409 975
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(280 700)	(388 900)	(361 400)	(1 043)	(362 443)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(81 291)	()	(45 509)	(7 581)	(53 090)
Excédent (déficit) accumulé	12	35 696	105 335	111 892	6 928	118 820
Autres éléments de conciliation	13					
	14	34 205	105 335	68 694	44 568	113 262
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	672		60 792	17 133	77 925

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
				Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	286 053	204 589	219 079
Autres	2	319 636	379 397	473 994
	3	605 689	583 986	693 073
Passifs				
Dette à long terme	4	2 819 696	2 469 639	2 470 853
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	129 343	136 906	153 574
	7	2 949 039	2 606 545	2 624 427
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(2 343 350)	(2 022 559)	(1 931 354)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	8 887 056	8 582 281	9 085 709
Autres	10	29 749	19 258	31 088
	11	8 916 805	8 601 539	9 116 797
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	300 836	338 028	423 581
Excédent de fonctionnement affecté	13	20 194	33 695	52 220
Réserves financières et fonds réservés	14	223 575	119 975	119 975
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15	(193 606)	(148 699)	(148 699)
Financement des investissements en cours	16			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	6 222 456	6 235 981	6 738 366
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	6 573 455	6 578 980	7 185 443
				7 207 353

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	20		
- Frais d'escompte	21	10 095	20 194
- Achat terrain	22	23 600	
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
	29	33 695	20 194
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	18 525	11 895
	31	52 220	32 089
Réserves financières	32		
Fonds réservés	33	119 975	223 575
	34	172 195	255 664

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
Fonctionnement						
Taxes	1	1 093 253	1 238 840	1 098 481	1 098 481	
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 257	4 000	9 101	9 101	
Quotes-parts	3				30 665	
Transferts	4	223 865	220 650	220 650	220 650	
Services rendus	5	160 180	5 200	70 938	99 332	
Autres	6	56 302	37 100	51 832	53 057	
	7	1 537 857	1 505 790	1 451 002	1 511 286	
Investissement						
Taxes	8					
Quotes-parts	9					
Transferts	10	30 476		13 427	13 427	
Autres	11					
	12	30 476		13 427	13 427	
	13	1 568 333	1 505 790	1 464 429	1 524 713	

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	12 000	13 598	13 598	13 598	11 456
Autres	2	243 589	229 554	3 708	263 314	269 346
Sécurité publique						
Police	3	88 884	92 248	92 248	92 248	86 891
Sécurité incendie	4	74 490	75 520	75 520	62 079	48 834
Autres	5	1 425	1 559	190	1 749	7 040
Transport						
Réseau routier	6	232 853	235 359	165 129	400 488	394 041
Transport collectif	7	3 393	3 393		3 393	3 388
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	182 361	157 056	182 132	353 382	357 534
Matières résiduelles	10	61 249	61 287		117 958	103 278
Autres	11	165 211	69 159		69 159	168 781
Santé et bien-être	12					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	22 500	16 450		16 450	13 116
Promotion et développement économique	14	4 216	4 216		4 216	5 055
Autres	15		1 414	227	1 641	6 868
Loisirs et culture	16	50 293	45 624	12 325	57 949	59 597
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	79 761	88 756		88 999	98 138
Amortissement des immobilisations	19	388 900	363 711	(363 711)		
	20	1 611 125	1 458 904		1 458 904	1 546 623
						1 633 363

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3